

bon sens, et c'est la façon d'aborder les problèmes que l'on doit utiliser vis-à-vis de l'économie et de la culture du Canada ainsi que de sa constitution.

[Français]

Aujourd'hui, les Canadiens veulent reprendre en main les questions qui les touchent présentement dans leurs foyers et leurs collectivités. Le défi auquel le gouvernement—et le Parlement—doivent d'abord faire face, c'est de redonner une orientation à l'économie canadienne. Depuis une bonne partie de la dernière décennie, nous avons continuellement souffert d'une faible croissance économique, d'un taux de chômage élevé, d'un taux d'inflation élevé. Et les prévisions à court terme abondent dans le même sens.

Les Canadiens ont le droit de se demander pourquoi dans un pays aussi riche que le nôtre, nous n'avons pas réussi à faire mieux. Il est certain que la conjoncture internationale a joué un rôle. Nous ressentons aujourd'hui les effets du ralentissement de l'activité économique aux États-Unis, mais nous ne pouvons pas accuser le monde entier d'être responsable de nos problèmes. Le Canada n'est pas en captivité. Les échecs de notre politique économique trouvent leurs origines ici, et non à Washington, à Zurich ou à Djeddah.

Nous avons un autre choix. Nous pouvons continuer de prétendre que nous ne pouvons pas régler nos problèmes et chercher des boucs émissaires. Cela entraînera à coup sûr la réalisation des prévisions pessimistes, ou nous pouvons accepter la tâche, qui nous revient d'ailleurs, de bâtir ce pays. Il est temps d'ailleurs de retrousser nos manches et de le bâtir ce pays.

[Traduction]

Les objectifs de notre gouvernement sont clairs. Il faut que l'économie canadienne reprenne un rythme de croissance beaucoup plus conforme à ses possibilités. Il faut créer des emplois pour les Canadiens, surtout pour certains groupes comme les jeunes, les femmes et les autochtones, parmi lesquels le chômage est particulièrement élevé. Il faut réduire l'inflation qui continue à rogner les économies des Canadiens et la valeur réelle de leur revenu. Il ne suffira pas de se contenter de poursuivre l'application des politiques actuelles. C'est pourquoi nous avons l'intention de modifier sous plusieurs aspects l'orientation de l'économie canadienne.

Premièrement, nous allons rendre plus transparent le processus d'établissement de la politique économique au Canada. Dans un régime comme le nôtre, le gouvernement n'a pas la mainmise sur l'économie; il ne peut que l'influencer. Pour que cette influence s'exerce efficacement, il faut que les signaux économiques émis par le gouvernement soient publics, compréhensibles et suffisamment assurés pour que l'on puisse s'y fier. Le meilleur moyen d'y arriver est de supprimer l'écran qui masque la formation de la politique économique. Voilà pourquoi nous voudrions qu'un comité de la Chambre accorde des audiences prébudgétaires afin que les Canadiens puissent bien comprendre les problèmes économiques auxquels doit faire face le gouvernement et les solutions qui s'imposent. C'est pour cette raison que nous avons l'intention de publier, en même temps que chaque budget, les prévisions de revenus et dépenses des quatre années subséquentes. Comme nous l'avons déjà expliqué aujourd'hui, c'est la raison pour laquelle nous voulons charger un comité parlementaire d'étudier les grandes ques-

tions économiques, telles que celles qui concernent les taux d'intérêt.

Deuxièmement, nous avons l'intention d'adopter une politique économique beaucoup plus articulée. Nous croyons que la gestion des grands leviers économiques que sont les politiques fiscale et monétaire devrait être stable et cohérente. Selon nous, le dirigisme n'est pas une option économique valable. Au contraire, nous estimons que notre économie est non pas monolithique mais formée d'une multitude de composantes, chacune d'elles ayant ses exigences sectorielles ou régionales. Nous avons l'intention d'être sensibles à ces besoins particuliers et d'en tenir compte dans l'élaboration de notre politique.

C'est dans cet esprit que dans le discours du trône nous avons insisté sur la nécessité de développer les atouts régionaux comme le tourisme, les chantiers maritimes, les pêcheries, le transport des céréales et l'exploitation des mines du Nord, que nous nous sommes engagés à stimuler la construction domiciliaire au moyen d'un crédit d'impôt sur l'intérêt hypothécaire et les impôts fonciers et prévoir de nouvelles mesures favorables aux petites et moyennes entreprises. Ces programmes permettront la création d'emplois, d'emplois stables parce qu'ils découleront de forces économiques réelles.

[Français]

Le même objectif—soit de créer des programmes précis pour répondre à des exigences économiques précises—a servi de base à la mise en œuvre de nos autres programmes de création d'emplois. Je suis certain que tous les députés se réjouissent du fait qu'en septembre, le taux de chômage a baissé pour la septième fois en autant de mois. Mais nous savons tous que cette amélioration n'est pas le partage de tous les Canadiens; le taux de chômage chez les femmes est toujours de 2 p. 100 plus élevé que celui des hommes; plus de 12 p. 100 des Canadiens âgés de moins de 25 ans sont en chômage, ce qui est presque le double du taux national. Bien que des données officielles ne soient pas disponibles dans le cas des autochtones, nous savons pertinemment que leur taux de chômage est de loin supérieur à celui du reste de la population.

Nous avons l'intention de nous attaquer directement à ces problèmes. Je soumettrai à la Chambre une stratégie d'emploi destinée aux femmes et dont le principe fondamental est à l'effet que les femmes ont le droit indéniable de participer, en toute égalité, à tous les éléments de l'économie. Cette stratégie comprendra des mesures qui réduiront la ségrégation professionnelle grâce à de meilleurs programmes de formation et à des clauses contractuelles qui reconnaîtront que ce sont les femmes qui assument le fardeau dans le cas des enfants et qui augmenteront les possibilités offertes précisément aux femmes dans le cadre des programmes d'expansion économique.

En outre, nos programmes souligneront l'importance du gouvernement dans ce domaine et feront de celui-ci un chef de file en adoptant des politiques d'emploi précises.

Toujours dans cette optique, nous avons l'intention de créer un secrétariat d'emploi pour la jeunesse afin de coordonner et de planifier des programmes offrant des possibilités de formation et des emplois aux jeunes Canadiens. Nous réviserons le programme de crédits d'impôt à l'emploi afin d'encourager la formation en poste pour les jeunes qui ne possèdent pas toutes les compétences nécessaires, et nous présenterons un meilleur programme afin d'encourager les jeunes Canadiens à servir les besoins de leur collectivité.